

Publications périodiques

Comptes annuels

BFORBANK

COMPTES INDIVIDUELS AU 31/12/2018

**Arrêtés par le Conseil d'administration de BforBank en date du 28 mars 2019 et
approuvés par l'Assemblée générale ordinaire annuelle du 29 mai 2019**

SOMMAIRE

BILAN AU 31 DECEMBRE 2018.....	3
HORS-BILAN AU 31 DECEMBRE 2018	4
COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2018	5
NOTE 1 CADRE JURIDIQUE ET FINANCIER ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE.....	6
NOTE 2 PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES.....	7
NOTE 3 CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT – ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE.....	166
NOTE 4 OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE.....	16
NOTE 5 TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT, D'INVESTISSEMENT ET TITRES DE L'ACTIVITE DE PORTEFEUILLE VARIATION DE L'ACTIF IMMOBILISE.....	18
NOTE 6 VARIATION DE L'ACTIF IMMOBILISE.....	20
NOTE 7 COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS.....	21
NOTE 8 DEPRECIATIONS INSCRITES EN DEDUCTION DE L'ACTIF	22
NOTE 9 DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT - ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE	22
NOTE 10 COMPTES CREDITEURS DE LA CLIENTELE	23
NOTE 11 COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS	24
NOTE 12 PROVISIONS.....	24
NOTE 13 ENGAGEMENTS SOCIAUX : AVANTAGES POSTERIEURS A L'EMPLOI, REGIMES A PRESTATIONS DEFINIES.....	25
NOTE 14 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (avant répartition)	26
NOTE 15 COMPOSITION DES FONDS PROPRES	27
NOTE 16 ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE ET AUTRES GARANTIES	27
NOTE 17 PRODUITS NETS D'INTERETS ET REVENUS ASSIMILES	28
NOTE 18 REVENUS DES TITRES.....	28
NOTE 19 PRODUIT NET DES COMMISSIONS.....	28
NOTE 20 AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	29
NOTE 21 CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	29
NOTE 22 COUT DU RISQUE	30
NOTE 23 RESULTAT NET SUR ACTIFS IMMOBILISES	30
NOTE 24 CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS.....	30
NOTE 25 IMPOT SUR LES BENEFICES.....	31
NOTE 26 INFORMATIONS RELATIVES AUX RESULTATS DES ACTIVITES BANCAIRES.....	32
NOTE 27 AFFECTATION DES RESULTATS.....	33
NOTE 28 PUBLICITE DES HONORAIRES DE COMMISSAIRES AUX COMPTES	34
NOTE 29 IMPLANTATION DANS DES ETATS OU TERRITOIRES NON COOPERATIFS	34
NOTE 30 RAPPORT DE GESTION	34

BILAN AU 31 DECEMBRE 2018**ACTIF**

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	31/12/2018	31/12/2017
Opérations interbancaires et assimilées		134 977	144 895
Caisse, banques centrales		102 249	97 656
Effets publics et valeurs assimilées			
Créances sur les établissements de crédit	3	32 728	47 239
Opérations internes au Crédit Agricole	3	2 253 679	2 188 704
Opérations avec la clientèle	4	79 001	26 578
Opérations sur titres :	5	848	0
Obligations et autres titres à revenu fixe	5	848	
Actions et autres titres à revenu variable			
Valeurs immobilisées		31 856	29 964
Participations et autres titres détenus à long terme	6	1 452	1 821
Parts dans les entreprises liées			
Immobilisations incorporelles	6	29 483	26 842
Immobilisations corporelles	6	921	1 301
Capital souscrit non versé		0	0
Actions propres			
Comptes de régularisation et actifs divers		9 938	9 849
Autres actifs	7	5 895	6 336
Comptes de régularisation	7	4 043	3 513
TOTAL ACTIF		2 510 299	2 399 990

PASSIF

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	31/12/2018	31/12/2017
Opérations interbancaires et assimilées		11	8
Banques centrales		11	8
Dettes envers les établissements de crédit			
Opérations internes au Crédit Agricole	9	142 742	121 997
Comptes créditeurs de la clientèle	10	2 291 460	2 177 080
Dettes représentées par un titre			
Comptes de régularisation et passifs divers		32 053	26 739
Autres passifs	11	7 588	7 520
Comptes de régularisation	11	24 465	19 219
Provisions et dettes subordonnées		2 010	1 672
Provisions	12,13	2 010	1 672
Dettes subordonnées			
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)			
Capitaux propres hors FRBG :	14	42 023	72 495
Capital souscrit		76 564	76 564
Primes d'émission		43 994	43 994
Réserves			
Ecart de réévaluation			
Provisions réglementées et subventions d'investissement			
Report à nouveau		-48 181	-27 873
Résultat de l'exercice		-30 354	-20 190
TOTAL PASSIF		2 510 299	2 399 990

HORS-BILAN AU 31 DECEMBRE 2018

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	31/12/2018	31/12/2017
ENGAGEMENTS DONNÉS			
Engagements de financement	16	12 675	9 554
Engagements de garantie			
Engagements sur titres	16	12 992	14 873

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	31/12/2018	31/12/2017
ENGAGEMENTS REÇUS			
Engagements de financement	16		22 183
Engagements de garantie	16	55 696	20 698
Engagements sur titres	16	12 992	14 873

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2018

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	31/12/2018	31/12/2017
Intérêts et produits assimilés	17	44 101	46 027
Intérêts et charges assimilées	17	-7 859	-9 625
Revenus des titres à revenu variable	18		
Commissions (produits)	19	11 653	9 834
Commissions (charges)	19	-14 302	-11 486
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation			
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés			
Autres produits d'exploitation bancaire	20	251	618
Autres charges d'exploitation bancaire	20	-235	-604
Produit net bancaire		33 609	34 763
Charges générales d'exploitation	21	-56 845	-49 174
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-5 325	-4 159
Résultat brut d'exploitation		-28 561	-18 570
Coût du risque	22	-809	-1 185
Résultat d'exploitation		-29 370	-19 755
Résultat net sur actifs immobilisés	23	0	0
Résultat courant avant impôt		-29 370	-19 755
Résultat exceptionnel	24	0	0
Impôt sur les bénéfices	25	-984	-435
Dotations / Reprises de FRBG et provisions réglementées			
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE		-30 354	-20 190

NOTE 1 CADRE JURIDIQUE ET FINANCIER ET FAITS **CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE**

1.1 Cadre juridique et financier

BforBank est une société anonyme régie par le Livre V du Code Monétaire et Financier et la loi bancaire du 24 janvier 1984 relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit.

De par la loi bancaire, BforBank est un établissement de crédit avec les compétences bancaires et commerciales que cela entraîne. Elle est soumise à la réglementation bancaire.

Au 31 décembre 2018, BforBank fait partie du groupe Crédit Agricole dont l'organe central, au titre de la loi bancaire, est Crédit Agricole S.A.. Les Caisses régionales détiennent la totalité du capital de la SAS Sacam Avenir, qui détient elle-même 85 % du capital de BforBank.

Pour sa part Crédit Agricole S.A. détient 15% du capital social de BforBank. BforBank est consolidée au niveau du groupe Crédit Agricole.

Crédit Agricole S.A. coordonne l'action de BforBank et exerce, à son égard, un contrôle administratif, technique et financier et un pouvoir de tutelle conformément au Code Monétaire et Financier. Du fait de son rôle d'Organe Central, confirmé par la loi bancaire, il a en charge de veiller à la cohésion du réseau et à son bon fonctionnement, ainsi qu'au respect, par BforBank, des normes de gestion. Il garantit leur liquidité et leur solvabilité.

1.2 Mécanismes financiers internes au Crédit Agricole

BforBank délègue la gestion financière de ses ressources (fonds propres, comptes espèces et comptes sur livrets) à Crédit Agricole S.A..

Ces ressources sont centralisées dans des comptes de trésorerie ouverts dans les livres de Crédit Agricole S.A..

En 2018, il a été décidé de mettre en place un dispositif relatif au refinancement et à la gestion des risques financiers, nécessaires à la gestion actif/passif liée aux crédits habitat commercialisés par BforBank.

Une convention de refinancement a été signée entre BforBank et Crédit Agricole S.A le 31 Août 2018 avec pour objet de déterminer les conditions dans lesquelles BforBank refinancera son Encours Crédits Habitat.

Ce refinancement permet à BforBank de couvrir le risque de taux induit par cette activité.

1.3. Evénements significatifs relatifs à l'exercice 2018

Diminution des IDA

Suite à l'actualisation du budget prévisionnel 2019-2023, le poste IDA a fait l'objet d'une diminution de 1 018K€.

1.4. Evénements postérieurs à l'exercice 2018

Néant

NOTE 2 PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Les états financiers de BforBank sont établis dans le respect des principes comptables applicables en France aux établissements bancaires et conformément aux règles définies par Crédit Agricole S.A., agissant en tant qu'organe central et chargé d'adapter les principes généraux aux spécificités du groupe Crédit Agricole.

La présentation des états financiers de BforBank est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 qui, à partir des exercices ouverts au 1er janvier 2015, regroupe à droit constant dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit

BforBank applique le règlement ANC 2015-06 modifiant le règlement ANC N°2014-03 relatif au plan comptable général. L'application de ce règlement n'a eu aucun impact sur le résultat et la situation nette de la société.

BforBank applique le règlement ANC 2016-07 modifiant le règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général. L'application de ce règlement n'a eu aucun impact sur le résultat et la situation nette de la société.

BforBank applique le règlement ANC 2017-01 relatif au plan comptable général concernant le traitement comptable des opérations de fusion et assimilées. L'application de ce règlement n'a eu aucun impact sur le résultat et la situation nette de la société.

BforBank applique le règlement ANC 2018-01 modifiant le règlement ANC 2014-07 relatif aux changements de méthodes comptables, changements d'estimation et correction d'erreur.

Au 1^{er} janvier 2018, un changement de méthode comptable a été réalisé. Il correspond à un nouveau modèle de provisionnement du risque de crédit sur les encours sains, visant à transposer le nouveau modèle de provisionnement du risque de crédit selon l'approche IFRS 9 d'estimation des pertes attendues.

Le périmètre d'application de ce nouveau modèle de provisionnement concerne les encours de crédits ainsi que les engagements par signature, à savoir les engagements de financement et les engagements de garantie.

Dans le cadre du projet IFRS 9, le Groupe Crédit Agricole a pris la décision de principe d'aligner les dispositions qu'il applique pour déterminer la dépréciation pour risque de crédit dans les comptes individuels en normes françaises à celles utilisées dans les comptes consolidés en IFRS.

Cet alignement de principe reste compatible avec une application des textes existants du référentiel français :

- Le principe de prudence, défini dans l'article L123-20 du Code de Commerce et repris dans l'article 121-4 du règlement 2014-03 (PCG) justifie, par nature, le provisionnement, y compris sur la base des pertes attendues.
- L'article 1121-3 du règlement 2014-07 relatif aux provisions de passif (poste 7) permet de provisionner, sur la base d'« événements survenus ou en cours », les encours ayant subi une dégradation significative de leur risque de crédit ou porteurs d'un risque.
- L'article 323-6 du règlement 2014-03 (PCG) relatif à l'évaluation des passifs permet de tenir compte des « événements futurs » dans l'estimation des provisions (assimilable à la composante forward-looking).
- Enfin, le Règlement 2018-01 qui modifie le Règlement 2014 -07 permet le changement de méthode comptable à l'initiative de l'entreprise.

Les impacts liés à cet alignement ont été enregistrés en capitaux propres d'ouverture.

2.1 Créances et engagements par signature

Les créances sur les établissements de crédit, les entités du groupe Crédit Agricole et la clientèle sont régies par les articles 2211-1 à 2251-13 (Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Elles sont ventilées selon leur durée résiduelle ou la nature des concours :

- les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- les comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole ;
- les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

Conformément aux dispositions réglementaires, la rubrique clientèle comporte en outre les opérations réalisées avec la clientèle financière.

Les créances sont inscrites au bilan à leur valeur nominale.

En application de l'article 2131-1 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les engagements par signature comptabilisés au hors-bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

L'application du Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 conduit BforBank à comptabiliser les créances présentant un risque d'impayé conformément aux règles suivantes :

Créances saines

Tant que les créances ne sont pas qualifiées de douteuses, elles sont qualifiées de saines et elles demeurent dans leur poste d'origine.

Provisions au titre du risque de crédit sur les encours sains

Par ailleurs, sans attendre que les encours soient devenus douteux et dès la comptabilisation initiale des instruments financiers, BforBank constate également, au passif de son bilan des pertes de crédit attendues sur les douze mois à venir (créances qualifiées de saines) et / ou sur la durée de vie de l'instrument financier dès lors que la qualité de crédit de l'encours s'est significativement dégradé (créances qualifiées de dégradées).

Les dotations et reprises des provisions au titre du risque de crédit sur les encours sains sont inscrites en coût du risque.

Ces provisions sont déterminées dans le cadre d'un processus de suivi particulier et reposent sur des estimations traduisant l'évolution du niveau de risque de crédit à la date de comptabilisation initiale et la date d'arrêt.

Créances douteuses

Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins,
- la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé on peut conclure à l'existence d'un risque avéré,
- il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie.

Pour les découverts, l'ancienneté de l'impayé est décomptée dès que le débiteur a dépassé une limite autorisée qui a été portée à sa connaissance par l'établissement ou qu'il a été averti que son encours dépasse une limite fixée par l'établissement dans le cadre de son dispositif de contrôle interne, ou qu'il a tiré des montants sans autorisation de découvert.

Sous condition, en lieu et place des critères susvisés, l'établissement peut décompter l'ancienneté de l'impayé lorsque le découvert a fait l'objet de la part de l'établissement d'une demande de remboursement total ou partiel auprès du débiteur.

Parmi les encours douteux, BforBank distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis.

- Créances douteuses non compromises :

Les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

- Créances douteuses compromises :

Ce sont les créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé.

Pour les créances douteuses, l'enregistrement des intérêts se poursuit tant que la créance est considérée comme douteuse non compromise, il est arrêté lorsque la créance devient compromise.

Le classement en encours douteux peut être abandonné dès lors que le risque de crédit avéré est définitivement levé et lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine. Dans ce cas, l'encours est porté à nouveau en encours sain.

Dépréciations au titre du risque de crédit avéré

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par BforBank par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux d'intérêt effectif, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.

Les pertes probables relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Traitement comptable des dépréciations

Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non recouvrement sur créances douteuses sont inscrites en coût du risque.

Conformément à l'article 2231-3 du règlement ANC 2014-07 le Groupe a fait le choix d'enregistrer en coût du risque l'augmentation de la valeur comptable liée à la reprise de la dépréciation du fait du passage du temps.

Passage en perte

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'experts, BforBank le détermine, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité.

Les créances devenues irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

Créances restructurées

Ce sont des créances détenues auprès de contreparties présentant des difficultés financières telles que l'établissement de crédit est amené à modifier les caractéristiques initiales (durée, taux, etc.) afin de permettre aux contreparties d'honorer le paiement des échéances.

Elles concernent les créances classées en douteuses et les créances saines, au moment de la restructuration.

Sont exclues des créances restructurées les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas des problèmes d'insolvabilité.

La réduction des flux futurs accordée à la contrepartie, ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration, donne lieu à l'enregistrement d'une décote. Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisés au taux effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- La valeur nominale du prêt ;
- Et la somme des flux de trésorerie futurs théoriques du prêt restructuré, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est dotée en coût du risque.

Les crédits restructurés du fait de la situation financière du débiteur font l'objet d'une notation conformément aux règles bâloises et sont dépréciés en fonction du risque de crédit estimé. Lorsqu'après un retour en encours sain, le débiteur ne respecte pas les échéances fixées, les encours restructurés sont immédiatement déclassés en encours douteux.

2.2 Portefeuille Titres

Les règles relatives à la comptabilisation des opérations sur titres sont définies par les articles 2311-1 à 2391-1 (Titre 3 Comptabilisation des opérations sur titres du Livre II Opérations particulières) ainsi que par les articles 2211-1 à 2251-13 (Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 pour la détermination du risque de crédit et la dépréciation des titres à revenu fixe.

Les titres sont présentés dans les états financiers en fonction de leur nature : effets publics (Bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable.

Ils sont classés dans les portefeuilles prévus par la réglementation (transaction, placement, investissement, activité de portefeuille, autres titres détenus à long terme, participation) en fonction de l'intention initiale de détention des titres qui a été identifiée dans le système d'information comptable dès leur acquisition.

Titres d'investissement

Sont enregistrés en titres d'investissement, les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés dans cette catégorie avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance.

Ne sont comptabilisés dans cette catégorie que les titres pour lesquels BforBank dispose de la capacité de financement nécessaire pour continuer de les détenir jusqu'à leur échéance et n'est soumise à aucune contrainte existante, juridique ou autre, qui pourrait remettre en cause son intention de détenir ces titres jusqu'à leur échéance.

Les titres d'investissement sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais d'acquisition et coupons inclus.

La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est étalée sur la durée de vie résiduelle du titre.

Il n'est pas constitué de dépréciation des titres d'investissement si leur valeur de marché est inférieure à leur prix de revient. En revanche, si la dépréciation est liée à un risque propre à l'émetteur du titre, une dépréciation est constituée conformément aux dispositions du Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières, du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 ; elle est enregistrée dans la rubrique « Coût du risque ».

En cas de cession de titres d'investissement ou de transfert dans une autre catégorie de titres pour un montant significatif, l'établissement n'est plus autorisé, pendant l'exercice en cours et pendant les deux exercices suivants, à classer en titres d'investissement des titres antérieurement acquis et les titres à acquérir conformément à l'article 2341-2 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme

- Les parts dans les entreprises liées sont les parts détenues dans des entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable.

-Les titres de participation sont des titres (autres que des parts dans une entreprise liée) dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'établissement, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres ou d'en assurer le contrôle.

- Les autres titres détenus à long terme correspondent à des titres détenus dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influencer la gestion de cette dernière en raison du faible pourcentage des droits de vote détenus.

Ces titres sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition frais inclus.

A la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués, titre par titre, en fonction de leur valeur d'usage et figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de cette valeur d'utilité.

Celle-ci représente ce que l'établissement accepterait de décaisser pour les acquérir compte tenu de ses objectifs de détention.

L'estimation de la valeur d'utilité peut se fonder sur divers éléments tels que la rentabilité et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice, ses capitaux propres, la conjoncture économique ou encore le cours moyen de bourse des derniers mois ou la valeur mathématique du titre.

Lorsque la valeur d'utilité de titres est inférieure au coût historique, ces moins-values latentes font l'objet de dépréciations sans compensation avec les plus-values latentes.

Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession relatives à ces titres sont enregistrées sous la rubrique «Résultat net sur actifs immobilisés».

2.3 Immobilisations

BforBank applique le règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014 par rapport à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

BforBank applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de ce texte la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Le règlement de l'ANC n° 2015-06 modifie la comptabilisation au bilan du mali technique de fusion ainsi que son suivi dans les comptes sociaux. Le mali ne doit plus être comptabilisé globalement et systématiquement au poste « Fonds commercial » ; Il doit être comptabilisé au bilan selon les rubriques d'actifs auxquelles il est affecté en « Autres immobilisations corporelles, incorporelles, financières... ». Le mali est amorti, déprécié, sorti du bilan selon les mêmes modalités que l'actif sous-jacent.

Le coût d'acquisition des immobilisations comprend, outre le prix d'achat, les frais accessoires, c'est-à-dire les charges directement ou indirectement liées à l'acquisition pour la mise en état d'utilisation du bien.

Les immeubles et le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur date d'achèvement.

A l'exception des logiciels, des brevets et des licences, les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet d'amortissement. Le cas échéant, elles peuvent faire l'objet de dépréciation.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leurs durées estimées d'utilisation.

Les durées d'amortissement suivantes ont été retenues par BforBank :

Nature de l'immobilisation	Durée d'amortissement
Agencements	5 ans linéaire
Mobilier de bureau	5 ans linéaire
Matériel informatique	3 ans linéaire
Logiciels	3 et 5 ans linéaire

Enfin, les éléments dont dispose BforBank sur la valeur de ses immobilisations lui permettent de conclure que des tests de dépréciation ne conduiraient pas à la modification de la base amortissable existante.

2.4 Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit, les entités du Crédit Agricole et la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée résiduelle ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit,
- comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole,
- comptes d'épargne à régime spécial et autres dettes pour la clientèle (celles-ci incluent notamment la clientèle financière).

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

2.5 Provisions

BforBank applique le règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014 pour la comptabilisation et l'évaluation des provisions.

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux engagements de retraite et de congés fin de carrière, aux litiges et aux risques divers.

L'ensemble de ces risques fait l'objet d'un examen mensuel.

2.6 Engagements hors-bilan

Le hors-bilan retrace notamment les engagements de financement pour la partie non utilisée et les engagements de garantie donnés et reçus.

Le cas échéant, les engagements donnés font l'objet d'une provision lorsqu'il existe une probabilité de mise en jeu entraînant une perte pour BforBank.

Ces éléments sont détaillés dans la note 16.

2.7 La participation des salariés aux fruits de l'expansion et l'intéressement

La participation des salariés aux fruits de l'expansion sont constatés dans le compte de résultat de l'exercice au titre duquel le droit des salariés est né.

Un accord d'intéressement a été signé le 29 juin 2017, entre les représentants du personnel et la direction pour une période de 3 ans selon 3 critères choisis et mesurables.

Les 3 critères sont les suivants :

- **Critère financier : le Produit Net Bancaire**
- **Critère commercial : conquête nette en nombre de clients actifs**
- **Critère de recommandation clients : Indice de Recommandation Client.**

La participation et l'intéressement figurent dans les «Frais de personnel».

2.8 Avantages au personnel postérieurs à l'emploi.

Engagements en matière de retraite, de pré-retraite et d'indemnités de fin de carrière – régimes à prestations définies

BforBank applique à compter du 1er janvier 2013, la recommandation 2013-02 de l'Autorité des normes comptables du 07 novembre 2013 relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires, recommandation abrogée et intégrée dans la section 4 du chapitre II du titre III du règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014.

En application de cette recommandation, BforBank provisionne ses engagements de retraite et avantages similaires relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques et selon la méthode dite des Unités de Crédits Projetés. Cette méthode consiste à affecter, à chaque année d'activité du salarié, une charge correspondant aux droits acquis sur l'exercice. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

BforBank a opté pour la méthode 2 qui prévoit notamment la comptabilisation des profits ou pertes constatées au titre des modifications des régimes à prestations définies au moment où se produit la réduction ou la liquidation.

La recommandation autorise également la comptabilisation des écarts actuariels selon la méthode du corridor ou selon toute autre méthode conduisant à les comptabiliser plus rapidement en résultat.

BforBank a fait le choix de comptabiliser les écarts actuariels immédiatement en résultat, par conséquent le montant de la provision est égal à :

- la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par la recommandation,
- diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs du régime. Ceux-ci peuvent-être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une telle police, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Plans de retraite – régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

Par conséquent, BforBank n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

Le montant des cotisations au titre de ces régimes de retraite est enregistré en « Frais de personnel ».

2.9 Charges et produits exceptionnels

Ils représentent les charges et produits qui surviennent de manière exceptionnelle et qui sont relatifs à des opérations ne relevant pas du cadre des activités courantes de BforBank.

2.10 Impôt sur les bénéfices (charge fiscale)

BforBank ayant changé de méthode comptable en 2010, l'impôt différé est constaté dans les comptes individuels.

Dans le cas de BforBank, l'impôt différé actif comptabilisé en 2018 correspond aux économies futures d'impôt liées aux déficits fiscaux reportables nés de 2009 à 2018, en cohérence avec les perspectives de consommation des impôts différés résultant du business plan révisé établi pour les exercices du 01/01/2019 au 31/12/2023.

En 2018, suite à l'actualisation du budget prévisionnel 2019-2023, le poste IDA a fait l'objet d'une reprise de 1 018 K€.

Le montant des déficits cumulés au 31/12/2017 représente 168 916 K€. Le montant du déficit de l'exercice s'élève à 29 280 K€ soit un solde de déficit cumulé au 31/12/2018 de 198 196 K€.

BforBank a signé avec Crédit Agricole S.A une convention d'intégration fiscale. Aux termes des accords conclus, chacune des sociétés intégrées constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale.

En raison de l'objectif poursuivi par le législateur de permettre la diminution des charges de personnel par le Crédit d'Impôts pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE), BforBank a fait le choix de comptabiliser le Crédit d'Impôts pour la Compétitivité et l'Emploi (article 244 quater C du Code général des impôts) en déduction des charges de personnel et non en diminution de l'impôt.

NOTE 3 CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT – ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE

(en milliers d'euros)	31/12/2018							31/12/2017
	≤ 3mois	>3mois ≤1an	>1 an ≤5 ans	>5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Établissements de crédit								
Comptes et prêts :								
à vue	32 474				32 474	254	32 728	47 239
à terme								
Valeurs reçues en pension								
Titres reçus en pension livrée								
Prêts subordonnés								
Total	32 474	0	0	0	32 474	254	32 728	47 239
Dépréciations								
VALEUR NETTE AU BILAN							32 728	47 239
Opérations internes au Crédit Agricole								
Comptes ordinaires	2 250 699				2 250 699	2 980	2 253 679	2 188 704
Comptes et avances à terme								
Titres reçus en pension livrée								
Prêts subordonnés								
Total	2 250 699	0	0	0	2 250 699	2 980	2 253 679	2 188 704
Dépréciations								
VALEUR NETTE AU BILAN							2 253 679	2 188 704
TOTAL							2 286 407	2 235 943

Comptes et prêts sur établissements de crédit : cette rubrique enregistre la part des encours des livrets A et des livrets de développement durable centralisée à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Opérations internes au Crédit Agricole : cette rubrique enregistre les ressources de BforBank (notamment collecte clientèle et fonds propres) gérées par Crédit Agricole S.A. dans le cadre de la Convention de Gestion Financière liant BforBank et Crédit Agricole S.A.

NOTE 4 OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE

4.1 Opérations avec la clientèle – analyse par durée résiduelle

(en milliers d'euros)	31/12/2018							31/12/2017
	≤3mois	>3mois ≤1an	>1 an ≤5 ans	>5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Créances commerciales								
Autres concours à la clientèle	21 093			55 396	76 489	49	76 538	25 009
Valeurs reçues en pension livrée								
Comptes ordinaires débiteurs	3 907				3 907		3 907	3 748
Dépréciations							-1 444	-2 180
VALEUR NETTE AU BILAN							79 001	26 578

Autres concours à la clientèle : cette rubrique enregistre les facilités de trésorerie accordées aux titulaires d'une carte de paiement sous la forme d'un recouvrement différé correspondant au délai contractuel d'imputation des dépenses sur les comptes de la clientèle. Elle recense également les crédits à l'habitat et crédits de trésorerie octroyés.

Comptes ordinaires débiteurs : cette rubrique matérialise les positions débitrices des comptes bancaires et des comptes titres ordinaires de la clientèle, ainsi que les valeurs non-imputées (VNI).

4.2 Opérations avec la clientèle – Analyse par zone géographique

(en milliers d'euros)	31/12/2018	31/12/2017
France (y compris DOM-TOM)	73 149	28 738
Autres pays de L'U.E.		
Autres pays d'Europe	7 247	
Amérique du Nord		
Amérique Centrale et Latine		
Afrique et Moyen-Orient		
Asie et Océanie (hors Japon)		
Japon		
Non ventilés et organismes internationaux		
Total en principal	80 396	28 738
Créances rattachées	49	20
Dépréciations	-1 444	-2 180
VALEUR NETTE AU BILAN	79 001	26 578

4.3 Opérations avec la clientèle – Encours douteux et dépréciations par zone géographique

(en milliers d'euros)	31/12/2018					31/12/2017				
	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis
France (y compris DOM-TOM)	80 396	1 180	577	-881	-563	28 758	2 180		-2 180	
Autres pays de L'U.E.										
Autres pays d'Europe										
Amérique du Nord										
Amérique Centrale et du sud										
Afrique et Moyen-Orient										
Asie et Océanie (hors Japon)										
Japon										
Non ventilés et organismes internationaux										
TOTAL	80 396	1 180	577	-881	-563	28 758	2 180	0	-2 180	0

4.4 Opérations avec la clientèle – Analyse par agents économiques

(en milliers d'euros)	31/12/2018					31/12/2017				
	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis
Particuliers	80 396	1 180	577	-881	-563	28 758	2 180		-2 180	
Agriculteurs										
Autres professionnels										
Clientèle financière										
Entreprises										
Collectivités publiques										
Autres agents économiques										
TOTAL	80 396	1 180	577	-881	-563	28 758	2 180	0	-2 180	0

NOTE 5 TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT, D'INVESTISSEMENT ET TITRES DE L'ACTIVITE DE PORTEFEUILLE

	31/12/2018					31/12/2017
	Transaction	Placement	Titres de l'activité de portefeuille	Investissement	Total	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Effets publics et valeurs assimilées :					0	
- dont surcote restant à amortir					0	
- dont décote restant à amortir					0	
Créances rattachées					0	
Dépréciations					0	
VALEUR NETTE AU BILAN					0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe :						
Emis par organismes publics					0	
Autres émetteurs				848	848	
- dont surcote restant à amortir					0	
- dont décote restant à amortir					0	
Créances rattachées					0	
Dépréciations					0	
VALEUR NETTE AU BILAN	0	0	0	848	848	0
Actions et autres titres à revenu variable					0	
Créances rattachées					0	
Dépréciations					0	
VALEUR NETTE AU BILAN	0	0	0	0	0	0
TOTAL	0		0	848	848	0
Valeurs estimatives	0	0	0	848	848	0

Obligation et autre titres à revenus fixe : les certificats d'associés au Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution, conformément aux instruction du Groupe Crédit Agricole, ont été reclassés de « Titres de participation et autres titres détenus à long terme » en « titres d'investissement ».

5.1 Titres de transaction, de placement, d'investissement et titres de l'activité de portefeuille (hors effets publics) : ventilation par grandes catégories de contrepartie

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2018	31/12/2017
Administration et banques centrales (y compris Etats) (1)		
Etablissements de crédit		
Clientèle financière		
Collectivités locales		
Entreprises, assurances et autres clientèles	848	
Divers et non ventilés		
Total en principal	848	0
Créances rattachées		
Dépréciations		
VALEUR NETTE AU BILAN	848	0

5.2 Ventilation des titres cotés et non cotés à revenu fixe ou variable

	31/12/2018				31/12/2017			
	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>								
Titres à revenu fixe ou variable	848			848				
dont titres cotés	848			848				
dont titres non cotés								
Créances rattachées								
Dépréciations								
VALEUR NETTE AU BILAN	848	0	0	848	0	0	0	0

5.3 Effets Publics, obligations et autres titres à revenu fixe : analyse par durée résiduelle

	31/12/2018							31/12/2017
	≤3mois	>3mois ≤1an	>1 an ≤5 ans	>5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>								
Obligations et autres titres à revenu fixe								
Valeur Brute	848				848		848	
Dépréciations								
VALEUR NETTE AU BILAN	848	-	-	-	848	0	848	0
Effets publics et valeurs assimilées								
Valeur Brute								
Dépréciations								
VALEUR NETTE AU BILAN	-	-	-	-	0	0	0	0

5.4 Effets Publics, obligations et autres titres à revenu fixe : analyse par zone géographique

	31/12/2018		31/12/2017	
	Encours bruts	dont encours douteux	Encours bruts	dont encours douteux
<i>(en milliers d'euros)</i>				
France (y compris DOM-TOM)	848			
Autres pays de l'U.E.				
Autres pays de l'Europe				
Amérique du Nord				
Amérique Centrale et du sud				
Afrique et Moyen-Orient				
Asie et Océanie (hors Japon)				
Japon				
Total en principal	848	0	0	0
Créances rattachées				
Dépréciations				
VALEUR NETTE AU BILAN	848	0	0	0

NOTE 6 VARIATION DE L'ACTIF IMMOBILISE

Immobilisations financières

(en milliers d'euros)	01/01/2018	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions échéance)	Autres Mouvements (1)	31/12/2018
Parts dans les entreprises liées					
Valeurs brutes					
Avances consolidables					
Créances rattachées					
Dépréciations					
VALEUR NETTE AU BILAN	0	0	0	0	0
Titres de participation et autres titres détenus à long terme					
Titres de participation					
Valeurs brutes					
Avances consolidables					
Créances rattachées					
Dépréciations					
Sous-total titres de participation					
Autres titres détenus à long terme					
Valeurs brutes	1 821	495		-864	1 452
Avances consolidables					
Créances rattachées					
Dépréciations					
Sous-total autres titres détenus à long terme	1 821	495	0	-864	1 452
VALEUR NETTE AU BILAN	1 821	495	0	-864	1 452
TOTAL	1 821	495	0	-864	1 452

- (1) Cf. Note 5 : les certificats d'associés au Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution, conformément aux instruction du Groupe Crédit Agricole, ont été reclassés de « Titres de participation et autres titres détenus à long terme » en « titres d'investissement ».

Immobilisations corporelles et incorporelles

(en milliers d'euros)	01/01/2018	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions, échéance)	Autres mouvements	31/12/2018
Immobilisations corporelles					
Valeurs brutes	3 584	62			3 646
Amortissements et dépréciations	-2 283	-442			-2 725
Mali technique de fusion sur Immobilisations corporelles					
Valeurs brutes					
Amortissements et dépréciations					
VALEUR NETTE AU BILAN	1 301	-380	0	0	921
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours	976	1 859	-966		1 869
Valeurs brutes des autres immobilisations incorporelles	31 843	6 630			38 473
Amortissements et dépréciations	-18 825	-4 883			-23 708
Mali technique de fusion sur Immobilisations incorporelles					
Valeurs brutes	12 848				12 848
Amortissements et dépréciations					
VALEUR NETTE AU BILAN	26 842	3 607	-966	0	29 483
TOTAL	28 143	3 227	-966	0	30 404

En Juillet 2010, BforBank a racheté CPR Online à Cheuvreux pour un montant de 24 M€ générant la comptabilisation d'un mali technique de 12 M€. Au 31 décembre 2018, le montant du mali technique comptabilisé en normes françaises s'élève toujours à 12 M€ et aucune dépréciation n'a été comptabilisée.

Chaque année, des projections sont réalisées sur les résultats futurs en identifiant notamment le PNB lié à la bourse. L'actualisation des flux de résultats futurs sur les 7 prochaines années aux taux de marché et au taux sans risque permettent de constater une absence de besoin de déprécier le mali technique.

NOTE 7 COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2018	31/12/2017
Autres actifs (1)		
Instruments conditionnels achetés	3	
Comptes de stock et emplois divers	5 892	6 336
Débiteurs divers (2)		1 018
dont IDA		
Gestion collective des titres Livret de développement durable		
Comptes de règlement		
VALEUR NETTE AU BILAN	5 895	6 336
Comptes de régularisation		
Comptes d'encaissement et de transfert	484	1 015
Comptes d'ajustement et comptes d'écart		
Pertes latentes et pertes à étaler sur instruments financiers		
Charges constatées d'avance	2 300	1 409
Produits à recevoir sur engagements sur instruments financiers à terme		
Autres produits à recevoir	1 145	1 088
Charges à répartir		
Autres comptes de régularisation	114	1
VALEUR NETTE AU BILAN	4 043	3 513
TOTAL	9 938	9 849

(1) Les montants incluent les créances rattachées.

(2) Dont 23K€ au titre de la contribution au Fonds de Résolution versée sous forme d'un dépôt de garantie. Ce dépôt de garantie est utilisable par le Fonds de Résolution, à tout moment et sans condition, pour financer une intervention.

Au 31/12/2018, les impôts différés actifs ont été repris, suite à l'actualisation du budget prévisionnel 2019-2023.

NOTE 8 DEPRECIATIONS INSCRITES EN DEDUCTION DE L'ACTIF

<i>(en milliers d'euros)</i>	Solde au 01/01/2018	Dotations	Reprises et utilisations	Désactualisation	Autres mouvements	Solde au 31/12/2018
Sur opérations interbancaires et assimilées						
Sur créances clientèle	2 180	1 207	-1 943			1 444
Sur opérations sur titres						
Sur valeurs immobilisées						
Sur autres actifs						
TOTAL	2 180	1 207	-1 943	0	0	1 444

**NOTE 9 DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT -
ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE**

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2018							31/12/2017
	≤ 3mois	>3mois ≤1an	>1 an ≤5 ans	>5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Établissements de crédit								
Comptes et emprunts :								
· à vue								
· à terme								
Valeurs données en pension								
Titres donnés en pension livrée								
VALEUR AU BILAN	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations internes au Crédit Agricole								
Comptes ordinaires	62 602				62 602	139	62 742	41 997
Comptes et avances à terme	80 000				80 000		80 000	80 000
Titres donnés en pension livrée								
VALEUR AU BILAN	142 602	0	0	0	142 602	139	142 742	121 997
TOTAL	142 602	0	0	0	142 602	150	142 752	121 997

Afin de satisfaire la contrainte d'un ratio LCR à plus de 100% BforBank a constitué des réserves à la Banque de France sous forme de dépôt (« Actif - Opérations interbancaires et assimilées »), financées par un emprunt court terme accordé par la trésorerie de Crédit Agricole S.A à hauteur de 80M€ (« Passif - Opérations internes au Crédit Agricole »).

NOTE 10 COMPTES CREDITEURS DE LA CLIENTELE

10.1 Comptes créditeurs de la clientèle – analyse par durée résiduelle

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2018							31/12/2017
	≤ 3mois	>3mois ≤1an	>1 an ≤5 ans	>5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Comptes ordinaires créditeurs	295 968				295 968		295 968	204 780
Comptes d'épargne à régime spécial :	1 994 867				1 994 867		1 994 867	1 971 948
· à vue	1 994 867				1 994 867		1 994 867	1 971 948
· à terme								
Autres dettes envers la clientèle :	625				625		625	352
· à vue	625				625		625	352
· à terme								
Valeurs données en pension livrée								
VALEUR AU BILAN	2 291 460	0	0	0	2 291 460	0	2 291 460	2 177 080

10.2 Comptes créditeurs de la clientèle – analyse par zone géographique

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2018	31/12/2017
France (y compris DOM-TOM)	2 281 721	2 168 047
Autres pays de l'U.E.	5 538	4 672
Autres pays d'Europe	1 522	1 668
Amérique du Nord	935	360
Amérique Centrale et du sud	166	12
Afrique et Moyen-Orient	633	956
Asie et Océanie (hors Japon)	776	728
Japon	170	638
Non ventilés et organismes internationaux		
Total en principal	2 291 460	2 177 080
Dettes rattachées		
VALEUR AU BILAN	2 291 460	2 177 080

10.3 Comptes créditeurs de la clientèle – analyse par agents économiques

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2018	31/12/2017
Particuliers	2 286 437	2 171 571
Agriculteurs		
Autres professionnels		
Clientèle financière		
Entreprises	5 023	5 509
Collectivités publiques		
Autres agents économiques		
Total en principal	2 291 460	2 177 080
Dettes rattachées		
VALEUR AU BILAN	2 291 460	2 177 080

NOTE 11 COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2018	31/12/2017
Autres passifs (1)		
Opérations de contrepartie (titres de transactions)		
Dettes représentatives de titres empruntés		
Instruments conditionnels vendus		
Comptes de règlement et de négociation	294	132
Créditeurs divers	7 293	7 387
Versements restant à effectuer sur titres		
VALEUR AU BILAN	7 588	7 519
Comptes de régularisation		
Comptes d'encaissement et de transfert	7 456	5 780
Comptes d'ajustement et comptes d'écart		
Gains latents et gains à étaler sur instruments financiers		
Produits constatés d'avance	43	29
Charges à payer sur engagements sur instruments financiers à terme		
Autres charges à payer	16 667	12 579
Autres comptes de régularisation	299	831
VALEUR AU BILAN	24 465	19 219
TOTAL	32 053	26 739

(1) Les montants incluent les dettes rattachées.

Les impôts différés passifs correspondent, en 2018, aux impôts sur le résultat payables au cours de périodes futures au titre de différences temporelles imposables, soit un montant de 92 K€.

NOTE 12 PROVISIONS

<i>(en milliers d'euro)</i>	Solde au 01/01/2018	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements (3)	Solde au 31/12/2018
Provisions pour engagements de retraite et assimilés	539	159				698
Provisions pour autres engagements sociaux						
Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature						
Provisions pour litiges fiscaux						
Provisions pour autres litiges	860	134		-170		824
Provision pour risques pays						
Provisions pour risques de crédit (1)		182		-9	87	261
Provisions pour restructurations						
Provisions pour impôts						
Provisions sur participations						
Provisions pour risques opérationnels (2)	273	166	-102	-110		228
Provisions pour risque de déséquilibre du contrat épargne logement						
Autres provisions						
VALEUR AU BILAN	1 672	641	-102	-289	87	2 010

(1) Ces provisions sont établies sur base collective à partir notamment des estimations découlant des modèles internes.

(2) Cette provision est destinée à couvrir les risques d'insuffisance de conception, d'organisation et de mise en œuvre des procédures d'enregistrement dans le système comptable et plus généralement dans les systèmes d'information de l'ensemble des événements relatifs aux opérations de l'établissement.

(3) Impact en capitaux propres d'ouverture du changement de méthode comptable relatif au nouveau modèle de provisionnement du risque de crédit sur les encours sains (Cf. Note 2).

NOTE 13 ENGAGEMENTS SOCIAUX : AVANTAGES POSTERIEURS A L'EMPLOI, REGIMES A PRESTATIONS DEFINIES

Variation dette actuarielle

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2018	31/12/2017
Dette actuarielle au 31/12/N-1	791	466
Coût des services rendus sur l'exercice	466	308
Coût financier	11	55
Cotisations employés		
Modifications, réductions et liquidations de régime		
Variation de périmètre	-1	
Indemnités de cessation d'activité		
Prestations versées (obligatoire)	-3	-49
(Gains) / pertes actuariels	89	11
DETTE ACTUARIELLE AU 31/12/N	1 353	791

Détail de la charge comptabilisée au résultat

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2018	31/12/2017
Coût des services rendus	466	308
Coût financier	11	55
Rendement attendu des actifs	69	
Coût des services passés		
(Gains) / pertes actuariels net	89	11
(Gains) / pertes sur réductions et liquidations de régimes		
(Gains) / pertes du(e)s au changement de limitation d'actif		
CHARGE NETTE COMPTABILISÉE AU COMPTE DE RÉSULTAT	635	374

Variation de juste valeur des actifs des régimes

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2018	31/12/2017
Juste valeur des actifs / droits à remboursement au 31/12/N-1		
Rendement attendu des actifs		
Gains / (pertes) actuariels	89	11
Cotisations payées par l'employeur	475	301
Cotisations payées par les employés		
Modifications, réductions et liquidations de régime		
Variation de périmètre	-1	
Indemnités de cessation d'activité		
Prestations payées par le fonds	-3	-49
JUSTE VALEUR DES ACTIFS / DROITS À REMBOURSEMENT AU 31/12/N	560	263

Variation de la provision

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2018	31/12/2017
Dette actuarielle au 31/12/N	1 269	755
Impact de la limitation d'actifs		
Juste valeur des actifs fin de période	-571	-216
POSITION NETTE (PASSIF) / ACTIFS AU 31/12/N	698	539

NOTE 14 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (avant répartition)

Variation des capitaux propres

	Capitaux propres							
	Capital	Réserve légale	Réserve statutaire	Primes, autres réserves et report à nouveau (1)	Ecart conversion/réévaluation	Provisions réglementées & subventions d'investissement	Résultat	Total des capitaux propres
<i>(en milliers d'euros)</i>								
Solde au 31 Décembre 2016	47 992	0	0	7 620	0	0	-17 350	38 262
Dividendes versés au titre de 2016								
Variation de capital	28 572			25 851				54 422
Variation des primes et réserves								
Affectation du résultat social 2016				-17 350			17 350	
Report à nouveau								
Résultat de l'exercice 2017							-20 190	-20 190
Autres variations				1				1
Solde au 31 Décembre 2017	76 564	0	0	16 122	0	0	-20 190	72 495
Dividendes versés au titre de 2017								
Variation de capital								
Variation des primes et réserves								
Affectation du résultat social 2017				-20 190			20 190	
Report à nouveau (2)				-117				-117
Résultat de l'exercice 2018							-30 354	-30 354
Autres variations				-1				-1
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2018	76 564	0	0	-4 187	0	0	-30 354	42 023

(1) Dont 43 994 k€ de primes d'émission

(2) Changement de méthode comptable relatif au provisionnement du risque de crédits et des engagements de financement (cf. note 2)

Le capital de BforBank a été constitué par l'émission de 20 000 actions de 100 € lors de la constitution de la société.

Une première augmentation de capital a eu lieu en février 2009 par l'émission de 907 000 nouvelles actions de 100 € de nominal.

Une seconde augmentation de capital, réservée à Crédit Agricole S.A., est intervenue en septembre 2009 par l'émission de 109 000 nouvelles actions de 100 € de nominal.

Une troisième augmentation de capital a eu lieu en décembre 2011 par l'émission de 294 432 nouvelles actions de 100 € de nominal.

Une réduction du capital social de BforBank a été décidée en décembre 2013 de 105.104.128 euros, pour le ramener de 133.043.200 euros à 27.939.072 euros. Le solde des pertes antérieures, soit 1.119.895 euros, restant conservé en report à nouveau.

Cette réduction de capital a été réalisée par voie de réduction de la valeur nominale des actions de 100 euros à 21 euros.

Une quatrième augmentation de Capital a eu lieu en octobre 2014 par l'émission de 954.907 nouvelles actions de 21 € de nominal auquel s'ajoute une prime d'émission de 19 euros.

Une nouvelle augmentation de Capital a eu lieu en décembre 2017 par l'émission de 1 360 556 nouvelles actions de 21 € de nominal auquel s'ajoute une prime d'émission de 19 euros. La répartition des bénéficiaires est la suivante :

- Sacam Avenir : 1 156 472 nouvelles actions souscrites, libérées pour un montant de 40€ par action, soit 46.258.880,00 euros versés sur le compte BforBank.
- Crédit Agricole : 204.084 nouvelles actions souscrites, libérées pour un montant de 40€ par action, soit 8.163.360,00 euros versés sur le compte BforBank.

NOTE 15 COMPOSITION DES FONDS PROPRES

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2018	31/12/2017
Capitaux propres	42 023	72 495
Fonds pour risques bancaires généraux		
Dettes subordonnées et titres participatifs		
Dépôts de garantie à caractère mutuel		
TOTAL DES FONDS PROPRES	42 023	72 495

NOTE 16 ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE ET AUTRES GARANTIES

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2018	31/12/2017
Engagements donnés		
Engagements de financement	12 675	9 554
. Engagements en faveur d'établissements de crédit		
. Engagements en faveur de la clientèle	12 675	9 554
Ouverture de crédits confirmés		
- Ouverture de crédits documentaires		
- Autres ouvertures de crédits confirmés		
Autres engagements en faveur de la clientèle	12 675	9 554
Engagements de garantie		
. Engagements d'ordre d'établissement de crédit		
Confirmations d'ouverture de crédits documentaires		
Autres garanties		
. Engagements d'ordre de la clientèle		
Cautions immobilières		
Autres garanties d'ordre de la clientèle		
Engagements sur titres	12 992	14 873
. Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise		
. Autres engagements à donner	12 992	14 873
Engagements reçus		
Engagements de financement		22 183
. Engagements reçus d'établissements de crédit		22 183
. Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie	55 696	20 698
. Engagements reçus d'établissements de crédit	55 446	20 447
. Engagements reçus de la clientèle	250	252
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées		
Autres garanties reçues	250	252
Engagements sur titres	12 992	14 873
. Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise		
. Autres engagements reçus	12 992	14 873

Les engagements de financement donnés correspondent à la part non-consommée des autorisations de découverts accordées et à la part non-débloquée des crédits à l'habitat et crédits de trésorerie octroyés

Les engagements de financement reçus correspondent à la part de refinancement future, accordée par la trésorerie de Crédit Agricole S.A., en couverture des crédits à l'habitat accordés à la clientèle.

Les engagements de garantie reçus comprennent la garantie Crédit Logement sur les crédits à l'habitat octroyés et la valeur des comptes titres de la clientèle nantis.

Les engagements sur titres correspondent aux titres à livrer et à recevoir de l'activité SRD.

NOTE 17 PRODUITS NETS D'INTERETS ET REVENUS ASSIMILES

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2018	31/12/2017
Sur opérations avec les établissements de crédit		
Sur opérations internes au Crédit Agricole (1)	42 931	45 431
Sur opérations avec la clientèle	847	333
Sur obligations et autres titres à revenu fixe		
Produit net sur opérations de macro-couverture		
Sur dettes représentées par un titre		
Autres intérêts et produits assimilés	323	263
Intérêts et produits assimilés	44 101	46 027
Sur opérations avec les établissements de crédit		
Sur opérations internes au Crédit Agricole	-197	-30
Sur opérations avec la clientèle	-7 340	-9 365
Charge nette sur opérations de macro-couverture		
Sur obligations et autres titres à revenu fixe		
Sur dettes représentées par un titre		
Autres intérêts et charges assimilées	-322	-231
Intérêts et charges assimilées	-7 859	-9 625
TOTAL PRODUITS NETS D'INTÉRÊTS ET REVENUS ASSIMILÉS (1)	36 242	36 402

(1) Sur 2018, réalisation d'une soulte de 4M€ dans le cadre de la gestion financière des encours livrets

NOTE 18 REVENUS DES TITRES

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2018	31/12/2017
Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme		
Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille		
Opérations diverses sur titres		
TOTAL DES REVENUS DES TITRES A REVENUS VARIABLES		

NOTE 19 PRODUIT NET DES COMMISSIONS

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2018			31/12/2017		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit		-1	-1		-1	-1
Sur opérations internes au crédit agricole		-1 090	-1 090		-1 071	-1 071
Sur opérations avec la clientèle	9 136	-9 713	-577	7 821	-7 199	623
Sur opérations sur titres						
Sur opérations de change		-17	-17		-9	-9
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors-bilan						
Sur prestations de services financiers (1)	2 517	-3 481	-964	2 013	-3 207	-1 194
Provision pour risques sur commissions						
TOTAL PRODUIT NET DES COMMISSIONS	11 653	-14 302	-2 649	9 834	-11 486	-1 652

(1) dont prestations d'assurance-vie : 2 106 K€ (2018) & 1 752 K€ (2017)

NOTE 20 AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2018	31/12/2017
Produits divers	40	40
Quote part des opérations faites en commun		
Refacturation et transfert de charges		
Reprises provisions	211	578
Autres produits d'exploitation bancaire	251	618
Charges diverses	-68	-39
Quote part des opérations faites en commun		
Refacturation et transfert de charges		
Dotations provisions	-166	-565
Autres charges d'exploitation bancaire	-235	-604
TOTAL AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	16	14

NOTE 21 CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2018	31/12/2017
Frais de personnel		
Salaires et traitements :	13 436	11 924
Charges sociales :	6 406	5 452
- dont cotisations au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies		
Intéressement et participation	256	228
Impôts et taxes sur rémunérations	2 191	2 016
Dotation RO frais de personnel		-22
Total des charges de personnel	22 289	19 598
Refacturation et transferts de charges de personnel	-177	-101
Frais de personnel nets	22 112	19 497
Frais administratifs		
Impôts et taxes	233	302
Services extérieurs, autres frais administratifs et contributions réglementaires (1)	34 500	29 375
Total des charges administratives	34 734	29 676
Refacturation et transferts de charges administratives		
Frais administratifs nets	34 734	29 676
CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	56 845	49 174

(1) dont 43K€ au titre du fonds de résolution unique

Au titre des exercices 2013 à 2018, un montant de 1 188K€ a été accordé à BforBank au titre du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi. Au 31 décembre 2018, il a été utilisé pour 68K€ pour le paiement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice 2013 et récupéré pour 134K€ (exercice 2014). Le montant des crédits restant à employer est de 986K€ au 31 décembre 2018.

Effectif moyen

Catégories de personnel	31/12/2018	31/12/2017
Cadres	155	140
Non cadres	104	97
Autres (1)	34	32
TOTAL	293	269
<i>Dont : - France</i>	<i>293</i>	<i>269</i>
<i>- Étranger</i>		
<i>Dont : personnel mis à disposition</i>		

(1) Apprentis, Contrats de professionnalisation, stagiaires, intérimaires

Aucune rémunération n'a été versée aux membres du conseil d'administration de BforBank au cours de l'exercice.

NOTE 22 COUT DU RISQUE

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2018	31/12/2017
Dotations aux provisions et dépréciations	1 499	1 287
Dépréciations de créances douteuses	1 207	1 117
Autres provisions et dépréciations	292	170
Reprises de provisions et dépréciations	-2 122	-113
Reprises de dépréciations de créances douteuses	-1 943	-113
Autres reprises de provisions et dépréciations	-179	
Variation des provisions et dépréciations	-623	1 174
Pertes sur créances irrécouvrables non dépréciées	182	3
Pertes sur créances irrécouvrables dépréciées	1 165	3
Décote sur prêts restructurés		
Récupérations sur créances amorties		
Autres pertes	85	5
Autres produits		
COÛT DU RISQUE	809	1 185

NOTE 23 RESULTAT NET SUR ACTIFS IMMOBILISES

Aucun résultat net sur actifs immobilisés n'a été constaté en 2018.

NOTE 24 CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

Aucun résultat exceptionnel n'a été constaté en 2018.

NOTE 25 IMPOT SUR LES BENEFICES*En milliers d'euros*

Résultat fiscal avant Imputation des Déficits Antérieurs	-29 280
Imputation des déficits antérieurs	
Résultat fiscal après Imputation des Déficits Antérieurs	-29 280
IS	33,33%
Contribution sociale	1,10%
<u>Crédits d'impôts</u>	
CI Mécénat	10
CI recherche	40
Charge d'Impôt Société	50

Le poste enregistre également la reprise d'impôt différé actif de 1 018 K€ constatée suite à l'actualisation du budget prévisionnel 2019/2023 (cf. notes 1.3, 2.10 et 7) et la charge d'impôt différé passif de 24 K€ au titre de différences temporelles imposables

BforBank a opté pour le régime fiscal de groupe à compter de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2010. (cf. note 2.10)

Suivi des déficits antérieurs (en milliers d'euros)

	Avant intégration (1)	Pendant intégration	Total cumulé
2009	-29 909		-29 909
2010		-47 967	-77 876
2011		-25 482	-103 357
2012		-13 294	-116 651
2013	4 926		-111 726
2014 (2)	-10 692		-122 418
2015		-10 945	-133 362
2016		-15 625	-148 987
2017		-19 929	-168 916
2018		-29 280	-198 196
Total	-35 675	-162 520	-198 196

(1) Les mouvements positifs résultent de l'imputation du résultat fiscal propre sur le stock des déficits antérieurs.

(2) Report, sur les résultats propres de BforBank, des déficits antérieurement subis par la société CPR Online pour 11 782 402 euros.

NOTE 26 INFORMATIONS RELATIVES AUX RESULTATS DES ACTIVITES BANCAIRES

26.1 Formation du produit net bancaire par secteur d'activité

SECTEUR D'ACTIVITE FORMATION DU PNB (en milliers d'euros)	31/12/2018						
	Banque de proximité en France	Services financiers spécialisés	Gestion de l'épargne	Grande clientèle	Banque de proximité à l'international	Activités hors métiers	Ensemble des métiers
Produits nets d'intérêts	36 242						36 242
Revenus des titres à revenus variables							
Produits nets des commissions	-2 649						-2 649
Produits nets sur opérations financières							
Autres produits nets d'exploitation	16						16
PRODUIT NET BANCAIRE	33 609	0	0	0	0	0	33 609

SECTEUR D'ACTIVITE FORMATION DU PNB (en milliers d'euros)	31/12/2017						
	Banque de proximité en France	Services financiers spécialisés	Gestion de l'épargne	Grande clientèle	Banque de proximité à l'international	Activités hors métiers	Ensemble des métiers
Produits nets d'intérêts	36 402						36 402
Revenus des titres à revenus variables							
Produits nets des commissions	-1 652						-1 652
Produits nets sur opérations financières							
Autres produits nets d'exploitation	14						14
PRODUIT NET BANCAIRE	34 763	0	0	0	0	0	34 763

26.2 Produit net bancaire par secteur d'activité et par zone géographique

(en milliers d'euros)	31/12/2018						
	Banque de proximité en France	Services financiers spécialisés	Gestion de l'épargne	Grande clientèle	Banque de proximité à l'international	Activités hors métiers	Ensemble des métiers
France (y compris DOM-TOM)	33 609						33 609
Autres pays de l'U.E.							
Autres pays d'Europe							
Amérique du Nord							
Amérique Centrale et du sud							
Afrique et Moyen-Orient							
Asie et Océanie (hors Japon)							
Japon							
PRODUIT NET BANCAIRE	33 609	0	0	0	0	0	33 609

(en milliers d'euros)	31/12/2017						
	Banque de proximité en France	Services financiers spécialisés	Gestion de l'épargne	Grande clientèle	Banque de proximité à l'international	Activités hors métiers	Ensemble des métiers
France (y compris DOM-TOM)	34 763						34 763
Autres pays de l'U.E.							
Autres pays d'Europe							
Amérique du Nord							
Amérique Centrale et du sud							
Afrique et Moyen-Orient							
Asie et Océanie (hors Japon)							
Japon							
PRODUIT NET BANCAIRE	34 763	0	0	0	0	0	34 763

BforBank exerce une activité de banque de détail exclusivement en France.

26.3 Formation du résultat courant par secteur d'activité

(en milliers d'euros)	31/12/2018						
	Banque de proximité en France	Services financiers spécialisés	Gestion de l'épargne	Grande clientèle	Banque de proximité à l'international	Activités hors métiers	Ensemble des métiers
Produit net bancaire	33 609						33 609
Charges d'exploitation	-56 845						-56 845
Dotations aux amortissements et dépréciations	-5 325						-5 325
Résultat brut d'exploitation	-28 561						-28 561
Coût du risque	-809						-809
Résultat d'exploitation	-29 370						-29 370
Résultat net sur actifs immobilisés							0
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT	-29 370	0	0	0	0	0	-29 370

(en milliers d'euros)	31/12/2017						
	Banque de proximité en France	Services financiers spécialisés	Gestion de l'épargne	Grande clientèle	Banque de proximité à l'international	Activités hors métiers	Ensemble des métiers
Produit net bancaire	34 763						34 763
Charges d'exploitation	-49 174						-49 174
Dotations aux amortissements et dépréciations	-4 159						-4 159
Résultat brut d'exploitation	-18 570						-18 570
Coût du risque	-1 185						-1 185
Résultat d'exploitation	-19 755						-19 755
Résultat net sur actifs immobilisés							0
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT	-19 755	0	0	0	0	0	-19 755

26.4 Résultat courant par zone géographique

(en milliers d'euros)	31/12/2018							
	PNB	Charges d'exploitation	Dotation aux amortissements et dépréciations	RBE	Coût du risque	Résultat d'exploitation	Résultat net sur actifs immobilisés	Résultat courant avant impôt
France (y compris DOM-TOM)	33 609	-56 845	-5 325	-28 561	-809	-29 370		-29 370
Autres pays de l'U.E.								
Autres pays d'Europe								
Amérique du Nord								
Amérique Centrale et du sud								
Afrique et Moyen-Orient								
Asie et Océanie (hors Japon)								
Japon								
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT	33 609	-56 845	-5 325	-28 561	-809	-29 370	0	-29 370

(en milliers d'euros)	31/12/2017							
	PNB	Charges d'exploitation	Dotation aux amortissements et dépréciations	RBE	Coût du risque	Résultat d'exploitation	Résultat net sur actifs immobilisés	Résultat courant avant impôt
France (y compris DOM-TOM)	34 763	-49 174	-4 159	-18 570	-1 185	-19 755		-19 755
Autres pays de l'U.E.								
Autres pays d'Europe								
Amérique du Nord								
Amérique Centrale et du sud								
Afrique et Moyen-Orient								
Asie et Océanie (hors Japon)								
Japon								
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT	34 763	-49 174	-4 159	-18 570	-1 185	-19 755	0	-19 755

NOTE 27 AFFECTATION DES RESULTATS

La perte de l'exercice, soit 30 354K€ sera affectée en report à nouveau qui sera de -78 535K€ après affectation.

NOTE 28 PUBLICITE DES HONORAIRES DE COMMISSAIRES AUX COMPTES

Collège des Commissaires aux Comptes de BforBank

	MAZARS	%	ERNST & YOUNG	%
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels (1)	52	96%	58	97%
Services autres que la certification des comptes	2	4%	2	3%
TOTAL	54		60	

(1) Y compris les prestations d'experts indépendants ou du réseau à la demande des commissaires aux comptes dans le cadre de la certification des comptes

NOTE 29 IMPLANTATION DANS LES ETATS OU TERRITOIRES NON COOPERATIFS

BforBank ne détient aucune implantation directe ou indirecte dans un Etat ou territoire non coopératif au sens de l'article 238-0 A du Code Général des Impôts.

NOTE 30 RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion est tenu à disposition du public au siège social et peut être obtenu à l'adresse suivante : BforBank, Tour Europlaza - 20 avenue André Prothin - La Défense 4, 92927 PARIS - LA DEFENSE Cedex.

MAZARS

61, rue Henri Regnault
92400 Courbevoie

S.A. à directoire et conseil de surveillance au capital de €
8320000
784 824 153 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG et Autres

Le Compans - Immeuble B
1, place Alfonse Jourdain
BP 98536

31685 Toulouse cedex 6
S.A.S. à capital variable
438 476 913 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

BFORBANK

Exercice clos le 31 décembre 2018

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

A l'Assemblée Générale de la société BFORBANK,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos statuts et par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BFORBANK relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion**■ Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

■ Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les changements de méthode comptable exposés dans la note 2 « Principes et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes annuels relatifs :

- aux nouveaux règlements ANC ou aux modifications de règlements ANC existants ;
- au nouveau modèle de provisionnement du risque de crédit sur les encours sains, visant à transposer, à compter du 1^{er} janvier 2018, dans les comptes annuels, le nouveau modèle de provisionnement du risque de crédit selon la nouvelle norme IFRS 9 en matière d'estimation des pertes attendues.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

■ Estimation des impôts différés

Risque identifié	Notre réponse
<p>Votre société comptabilise des impôts différés en normes françaises principalement au titre de ses déficits fiscaux reportables. Le stock d'impôts différés actifs correspond aux économies futures d'impôt liées aux déficits fiscaux reportables nés de 2009 à 2018, en cohérence avec les perspectives de consommation des impôts différés résultant du <i>business plan</i> révisé établi pour les exercices du 01/01/2019 au 31/12/2023. comme indiqué dans la note 2.10 des annexes aux comptes annuels.</p> <p>Au 31 décembre 2018, suite à l'actualisation du budget prévisionnel 2019-2023, aucun impôt différé actif n'a été reconnu dans les comptes.</p> <p>La détermination du montant des impôts différés à reconnaître à l'actif repose donc sur un <i>business plan</i> qui, par nature, est établi sur la base d'hypothèses formulées par la direction, notamment dans un contexte d'évolution et de diversification des activités de votre société. Nous avons donc considéré l'estimation des impôts différés comme un point clé de l'audit.</p>	<p>Nous avons pris connaissance des principales hypothèses utilisées dans le cadre de l'élaboration du <i>business plan</i> de votre société, notamment en nous entretenant avec la direction.</p> <p>► Nos travaux ont consisté en :</p> <ul style="list-style-type: none"> ► La comparaison des résultats réalisés sur l'année avec les prévisions inscrites au titre de 2018 dans le <i>business plan</i> établi en 2017 ; ► L'analyse des hypothèses prises en compte pour la détermination des projections financières utilisées ; ► La réalisation de contrôles arithmétiques ainsi que l'appréciation des taux retenus au regard de l'estimation des dates de déboucement des écritures concernées.

■ Evaluation d'un mali technique

Risque identifié	Notre réponse
<p>En juillet 2010, votre société a racheté CPR Online à Cheuvreux pour un montant de M€ 24, générant la comptabilisation d'un mali technique de M€ 12.</p> <p>Au 31 décembre 2018, la valeur nette du mali technique comptabilisé s'élève toujours à M€ 12, aucune dépréciation n'ayant été comptabilisée.</p> <p>Chaque année, un test de dépréciation est effectué, en s'appuyant sur des projections de résultats futurs, et en identifiant notamment le PNB lié à la bourse. Ce test vise à conclure sur la nécessité ou non de déprécier le mali technique, comme indiqué dans la note 6 des annexes aux comptes annuels. Ce test nécessite par nature la formulation d'hypothèses de la part de la direction. Nous avons donc considéré l'évaluation de ce mali technique comme un point clé de l'audit.</p>	<p>Nous avons pris connaissance des principales hypothèses utilisées dans le cadre du test de dépréciation.</p> <p>► Nos travaux ont consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> ► analyser les hypothèses prises en compte par la direction dans le cadre de la réalisation d'un test de dépréciation sur l'activité Bourse ; ► réaliser des contrôles arithmétiques portant sur les calculs de valorisation effectués par la direction sur l'activité Bourse ; ► réaliser des analyses comparatives complémentaires sur la base de données externes à la société (analyse de transactions comparables ou analyse de multiples de PNB sur des entités similaires par exemple).

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

■ Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires appellent de notre part d'observation de notre part.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du Code de commerce.

■ Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-3 et L. 225-37-4 du Code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-37-3 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires**■ Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société BFORBANK par votre assemblée générale du 22 novembre 2017 pour le cabinet MAZARS et par vos statuts du 18 décembre 2008 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.

Au 31 décembre 2018, le cabinet MAZARS était dans la deuxième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG et Autres dans la onzième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**■ Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

■ Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris et Toulouse, le 13 mai 2019

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS

ERNST & YOUNG et Autres

Franck Boyer

Frank Astoux